

Nos sucreries ferment à cause de la concurrence étrangère et des frontières ouvertes...

écrit par Marcher sur des oeufs | 24 février 2019



Illustration tirée de l'article <https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/calvados/cagny-planteurs-elus-salaries-au-chevet-sucrerie-1627971.html>

MACRONADE

Fermeture de l'usine de Cagny, conséquence des politiques européennes de dérégulation

<https://rassemblementnational.fr/communiqués/fermeture-de-lusine-de-cagny-consequence-des-politiques-europeennes-de-deregulation/>

22 février 2019

Communiqué de presse de Nicolas Bay, Député français au Parlement européen, Président du groupe « Rassemblement national » au Conseil régional de Normandie

L'industriel Saint-Louis Sucre a annoncé jeudi la fermeture de deux de ses quatre sucreries en France en 2020 ainsi qu'une vaste réorganisation pour faire face à une baisse des cours du sucre. A Cagny (Calvados), ce sont ainsi près d'une centaine

d'emplois qui risquent de disparaître.

Au-delà des emplois de la sucrerie, la question se pose aussi pour les quelques 1200 planteurs (qui faisaient de la pluriculture mais quand même de la betterave) qui vont également être gravement impactés dans la mesure où l'acheminement de leurs productions vers d'autres sucreries encore en activité constituera un coût trop élevé.

La fermeture des deux sucreries à Eppeville et à Cagny est la conséquence directe des choix politiques de l'Union européenne, soutenant toujours plus de dérégulations en mettant fin aux quotas de production par pays. Le système de quotas qui encadrait en effet le secteur sucrier européen a pris fin au 1er octobre 2017. La libéralisation du marché se traduit notamment par la possibilité de produire et d'exporter sans contraintes de volumes. Résultat : les prix sont en chute libre et les producteurs voient leur revenu fondre alors même que beaucoup ont réalisé d'importants investissements en moyens de production.

Tant que les politiques ultra-libérales de l'UE contraindront les producteurs à la guerre des prix sur le marché mondial sans se soucier des pertes humaines, des pans entiers de nos filières seront menacés.

Face à la concurrence internationale déloyale qui prospère, il est urgent de mettre en place une véritable politique de patriotisme et de protections économiques. L'Etat doit renouer avec une vraie stratégie industrielle et agro-alimentaire, et soutenir les groupes sucriers français en s'appuyant notamment sur des infrastructures portuaires et terrestres performantes qui sont des atouts substantiels de nos territoires.